

SG/TS/NS

## VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un et le huit avril, à seize heures et trente minutes, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

### Etaient présents :

M. PUJOL, Mme LECEA, Mme PAILHIEZ, Mme BENET, M. VIVES, Mme BIRKENER, M FUMET, M COMBES, M JOLIS, M. MASUYER, M. LARRIGOLE, Mme DANRE, M JULIAN, M LAVAUD, Mme JAFFUS, M ROUGE, Mme COURTOIS, Mme JULIAN, Mme FERRET, M PENAVALAIRE, Mme COURRIERE CALMON, M NOLOT, M. DENARD, Mme BAROUSSE.

### Ont donné mandat :

Mme Sylvie FUMET à M Bernard FUMET  
M Thierry CAUMEIL à M Gérard FORCADA  
Mme Camille LOUARN à M Gérard FORCADA  
M Serge LOMBARDI à Mme Sophie BIRKENER  
M Sabrina FITO à Mme Christine BENET  
Mme Catherine FABRESSE ROCA à Mme Françoise BAROUSSE  
Mme Christel DA CONCEICAO à M Freddy NOLOT  
M Michel MAÏQUE à Mme Françoise BAROUSSE

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 25

Nombre de procurations : 8

Date de la convocation : 2 avril 2021

Date de l'affichage par extrait : 14 avril 2021

Secrétaire de séance : Mme Bérengère LECEA

### OBJET :

#### **Opposition du transfert du PLU à la CCRLCM**

Les dispositions de l'article 136 de la loi n° 2014-366 ALUR (loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) du 24 mars 2014 prévoient que les communautés de communes existant à la date de publication de la présente loi, ou celles créées ou issues d'une fusion après la date de publication de cette même loi, et qui ne sont pas compétentes en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, le deviennent le lendemain de l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la publication de ladite loi.

L'article 7 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 a procédé au report du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 1<sup>er</sup> juillet 2021 de la date butoir de la mise en œuvre du mécanisme de transfert de plein droit de la compétence PLU des communes aux communautés d'agglomération et aux communautés de communes, tel que prévu par l'article 136 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014.

Aucune disposition transitoire n'ayant été prévue, en application de l'article 136 de la loi ALUR, les communes membres d'un EPCI à fiscalité propre qui disposent encore de la compétence PLU peuvent, dans les 3 mois précédant le 1<sup>er</sup> juillet 2021, s'opposer au transfert de cette compétence grâce à l'activation d'une minorité de blocage : si au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent.

Considérant l'intérêt pour notre commune de conserver son indépendance quant à la compétence d'élaboration de son PLU et de maîtriser ainsi son avenir, il convient de s'opposer au transfert de la compétence d'élaboration de document d'urbanisme au profit de la Communauté de Communes de la Région Lézignanaise, Corbières et Minervois.

Vu les dispositions de la loi n° 2014-366 ALUR (loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) du 24 mars 2014 et notamment son article 136,

Vu l'article 7 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020.

**Le Conseil Municipal, sur présentation et proposition de son rapporteur, M Forcada,  
à l'unanimité,**

1°) **Donne** un avis défavorable au transfert de la compétence d'élaboration du PLU au profit de la Communauté de Communes de la Région Lézignanaise, Corbières et Minervois.

2°) **Autorise** Monsieur le Maire à notifier à la Communauté de Communes de la Région Lézignanaise, Corbières et Minervois son opposition à un tel transfert.

REÇU LE  
14 AVR. 2021  
A LA S/PREFECTURE DE NARBONNE

Le Maire,  
Gérard FORCADA

